

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AKONO

PREFECTURE DE NGOUMOU

SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES
ET FINANCIERES

COMMISSION DEPARTEMENTALE DE
PASSATION DES MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

CENTRE REGION

MEFOU AND AKONO DIVISION

NGOUMOU DIVISIONAL OFFICE

ECONOMIC AND FINANCIAL
AFFAIRS SERVICE

DIVISIONAL TENDERS BOARD OF
PUBLIC CONTRACTS

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

**EN PROCEDURE D'URGENCE N°002/AONO/J12/SAEF/CDPM/2026 DU 03/08/2026
POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA DELEGATION
DEPARTEMENTALE DE L'EDUCATION DE BASE DE LA MEFOU ET AKONO, REGION DU
CENTRE.**

Financement : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC - Exercice 2026, MINEDUB.

1- OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Dans le cadre de l'exécution des projets d'investissement public, **le Préfet du Département de la Mefou et Akono**, Maître d'Ouvrage Délégué et Autorité Contractante, lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence, pour l'exécution des travaux de réhabilitation de la délégation départementale de l'éducation de base de la Mefou et Akono, région du Centre.

Lot	Localité	Arrondissement	Montant prévisionnel (F CFA TTC)	Autorisation de Dépense
1	NGOUMOU	NGOUMOU	16 500 000	JB01824

2- CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux à réaliser portent sur :

- Travaux d'Installation de chantier
- Travaux de Charpente -couverture - plafond
- Travaux d'Electricité
- Travaux de Maçonnerie et élévations
- Travaux de Menuiserie métallique
- Travaux de peinture
- Travaux de VRD

3- DELAI D'EXECUTION

Le délai prévisionnel d'exécution des travaux est de **trois (03) mois**, incluant toutes les contraintes éventuelles liées à l'enclavement, aux contraintes particulières du site, aux conditions climatiques et aux moyens d'accès sur place. Le délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

Il revient au Cocontractant de proposer dans son offre un calendrier d'exécution entrant dans le délai sus-indiqué.

4- ALLOTISSEMENT

Les travaux objet du présent appel d'offres s'exécutent en lot unique.

5- COUT PREVISIONNEL

Les coûts prévisionnels des opérations à l'issue des études préalables sont respectivement de **16 500 000 (seize millions cinq cent mille) FRANCS CFA**.

6- PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions, **aux Entreprises de droit camerounais catégorisés en (D) dans le secteur des bâtiments et équipements collectifs (BEC)**. Toutefois, la priorité sera accordée aux Entreprises justifiant des capacités techniques et financières pour la réalisation des travaux, objets du présent Appel d'Offres.

7- FINANCEMENT

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public de la République du Cameroun, Exercice 2026, MINEDUB.

8- CAUTION DE SOUMISSION

Toutes les offres devront être accompagnées d'une caution de soumission d'un montant de 1% du montant prévisionnel, soit **165 000 (Cent soixante-cinq mille) francs CFA** délivrée par un établissement bancaire de 1^{er} ordre ou une compagnie d'assurances agréé par le Ministère en charge des Finances.

9- CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'offres peut être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> et sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm). La version physique du dossier d'appel d'offres peut être consulté à la Structure Interne de Gestion Administrative des Marché Publics placée auprès du Préfet du Département de la Méfou et Akono (Service des Affaires Economiques et Financières) dès publication du présent avis.

10- ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue à la Structure Interne de Gestion Administrative des Marché Publics placée auprès du Préfet du Département de la Méfou et Akono (Service des Affaires Economiques et Financières) dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de : **Trente mille (30 000) francs FCFA** à la **Recette des Finances de Ngoumou**.

La version électronique du Dossier d'Appel d'Offres peut être également obtenue par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission se fait par voie électronique et, est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO à la Recette des finances de Ngoumou.

N.B : Le mode de soumission est en ligne.

11- REMISE DES OFFRES

Pour la soumission en ligne, les offres devront être transmises par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le **01/09/2026 à 12 heures**, à la Structure Interne de Gestion Administrative des Marché Publics placée auprès du Préfet du Département la Méfou et Akono. Par ailleurs, une copie de sauvegarde des offres enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde » et les références de l'appel d'offres dans les délais impartis.

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

12- RECEVABILITE DES OFFRES

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans une clé USB ou CD/DVD sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde » et les références de l'appel d'offres dans les délais impartis Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;

Les plis non-conformes au mode de soumission.

- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives requises, une caution de soumission d'un montant de 1% du montant prévisionnel, soit **165 000 (Cent soixante-cinq mille) francs CFA** délivrée par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurances agréée par le Ministère en charge des Finances.

La caution devra rester valable **trente (30) jours** après la date d'expiration de la validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises, dont la caution de soumission, devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées par l'Autorité compétente des administrations concernées. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois.

Les offres parvenues après les date et heure limites de dépôt ne seront pas recevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions des présents avis et Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

13- OUVERTURE DES OFFRES

L'ouverture des offres se fera en **ligne** dans la salle de la réunion de la Préfecture de Ngoumou, le **01/09//2026 à 13 h 00 min** précises, par la Commission Départementale de Passation des Marchés de la Mefou et Akono, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance de la soumission dont ils ont la charge.

Les originaux de la caution de soumission, du reçu CEDEC et la capacité financière sont remises en séance de dépouillement.

14- CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

A. Critères éliminatoires :

a) Offre Administrative

- ✓ Pièce falsifiée ou non authentique ;
- ✓ Absence de Caution de soumission timbrée au tarif en vigueur accompagnée du récépissé de consignation de ladite caution à l'ouverture des offres ;
- ✓ Absence ou Non-conformité de l'une des pièces du dossier administratif, à l'exception de la Caution de soumission et du récépissé de consignation de ladite caution, après le délai de 48 heures règlementaires ;
- ✓ Absence de la charte d'intégrité datée et signée et à l'engagement au respect des clauses environnementales et sociales daté et signé ;
- ✓ Absence de la Capacité financière à hauteur de **16 000 000 FCFA**.

b) Dossier Technique:

- ✓ N'avoir pas obtenu au moins un total de **06 critères** sur l'ensemble des **08 critères essentiels soit 75% ;**

c) Dossier financier:

- ✓ Absence de l'une des pièces énumérées dans le présent RPAO (volume 3) ;
- ✓ Omission du prix d'une tâche quantifiée dans le bordereau des prix unitaires ou dans le devis estimatif ;
- ✓ Absence d'un sous-détail des prix unitaires dans le BPU ou le DQE ;

N.B : les copies certifiées des pièces légalisées devront être datées de moins de trois (03) mois.

B. Critères essentiels des offres techniques :

L'évaluation des offres techniques sera faite sur 08 critères sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- a) visite de site (**02 critères**) ;
- b) Compréhension du projet (**06 critères**).

15- ATTRIBUTION

Le Marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre:

- 1- administrative sera jugée conforme ;
- 2- technique sera jugée conforme et aura reçu un pourcentage de « oui » supérieur ou égal à **75 %** soit **06/08**;
- 3- financière après corrections conformément aux dispositions du RPAO des sous détails des prix unitaires, du bordereau des prix unitaires et du devis estimatif, sera jugée conforme aux dispositions du CCTP et classée la moins disante.

16- DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17- SIGNATURE DU MARCHÉ

A l'issue de l'examen des offres, de la proposition du choix des attributaires par la Commission Départementale de Passation des Marchés et du choix définitif du Prestataire par l'Autorité Contractante, le Marché est signé par l'Autorité Contractante et notifié à l'entrepreneur par le Chef Service du Marché.

18- ADDITIF

L'Autorité Contractante se réserve le droit en cas de nécessité d'apporter toute autre modification ultérieure au présent Dossier d'Appel d'Offres.

19- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Maître d'Ouvrage Délégué - Service des Affaires Economiques et Financières aux numéros : 698.66.55.61 ou 674.92.02.36.

NB. « POUR TOUT ACTE DE CORRUPTION, BIEN VOULOIR APPELER OU ENVOYER UN SMS À LA CONAC AUX NUMÉROS VERT : 1517 »

Ngoumou, le 03/08/2026

**LE PREFET DU DEPARTEMENT
DE LA MEFOU ET AKONO
(Autorité Contractante)**

Copies :

- ✓ ARMP (pour insertion au JDM) ;
- ✓ DD/MINMAP/MAK ;
- ✓ Pdt/CDPM-MAK ;
- ✓ Affichage ;
- ✓ Chrono/archives.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET
AKONO

PREFECTURE DE NGOUMOU

SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES
ET FINANCIERES

COMMISSION DEPARTEMENTALE DE
PASSATION DES MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

CENTRE REGION

MEFOU AND AKONO DIVISION

NGOUMOU DIVISIONAL OFFICE

ECONOMIC AND FINANCIAL
AFFAIRS SERVICE

DIVISIONAL TENDERS BOARD OF
PUBLIC CONTRACTS

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

IN EMERGENCY PROCEDURE N°002/ONIT/J12/EFAS/DTBPC/2026

OF 03/08/2026 FOR THE EXECUTION OF REHABILITATION WORKS ON THE DIVISIONAL
DELEGATION OF BASIC EDUCATION FOR MEFOU AND AKONO, MEFOU AND AKONO
DIVISION, CENTRAL REGION

FINANCING: Public Investment Budget - financial year 2026, MINESEC.

1. SUBJECT OF THE INVITATION TO TENDER :

As part of the execution of public investment projects, the Senior Divisional Officer of Mefou and Akono, Project Owner Deputy and Contracting Authority, launches an Open National Invitation to Tender in emergency procedure, for the rehabilitation works of the Mefou and Akono Divisional Delegation of Basic Education, Center Region.

Lot number	Locality	Sub Division	Estimated amount (FCFA TTC)	Autorisation
Unit	NGOUMOU	NGOUMOU	16,500,000	JB01824

2- CONSISTENCY OF THE WORK

The work to be carried out relates to:

- a- Site setup
- b. Structural framework, roofing, and ceiling works
- c. Electrical works
- d. Masonry and structural wall construction
- e. Metalwork
- f. Painting works
- g. External works and utilities (VRD)

3- EXECUTION DEADLINE

The estimated timeframe for the execution of the work is **three (03) months**, including all possible constraints related to isolation, the specific constraints of the site, climatic conditions and means of access on site. The period begins on the date of notification of the service order to start work.

It is up to the Co-contractor to propose in its offer an execution schedule within the aforementioned period.

4- ALLOTMENT

The work covered by this call for tenders is carried out in a single batch.

5- ESTIMATED COST

The estimated cost of the operations, following preliminary studies, is 16,500,000 (sixteen million five hundred thousand) CFA Francs.

6- PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Call for Tenders is open, on equal terms, to companies governed by Cameroonian law classified in Category (D) for the "Buildings and Public Facilities" (BEC) sector. However, priority will be given to companies demonstrating the technical and financial capacity to execute the works covered by this Call for Tenders.

7- FUNDING

The works subject to this Invitation to Tender are funded by the Public Investment Budget of the Republic of Cameroon, 2026 Financial Year, MINEDUB.

8- BID BOND

All bids must be accompanied by a bid bond amounting to 1% of the estimated cost i.e., 165,000 (one hundred and sixty-five thousand) CFA Francs issued by a first-rate bank or an insurance company approved by the Ministry in charge of Finance.

9- CONSULTATION OF THE TENDER FILE

The Tender File can be consulted online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, as well as on the ARMP website (www.armp.cm). The physical version of the tender file can be consulted at the Internal Structure for the Administrative Management of Public Contracts placed under the Senior Divisional Officer for the Mefou and Akono Division (Economic and Financial Affairs Service) upon publication of this notice.

10- ACQUISITION OF THE TENDER FILE

The physical version of the Tender File can be obtained from the Internal Structure for the Administrative Management of Public Contracts placed under the Senior Divisional Officer for the Mefou and Akono Division (Economic and Financial Affairs Service) upon publication of this notice, against payment of a non-refundable sum of: thirty thousand (30,000) CFA francs to the Finance Receiver of Ngoumou.

The electronic version of the Tender File can also be obtained by free download at the addresses indicated above. However, submission is done electronically and is subject to the payment of the Tender File purchase fees at the Finance Revenue Office of Ngoumou.

N.B.: Submission is to be made online.

11- SUBMISSION OF BIDS

For online submission, bids must be transmitted by the bidder on the COLEPS platform no later than **01/09/2026 at 12 noon**, to the Internal Structure for the Administrative Management of Public Contracts placed under the Senior Divisional Officer for the Mefou and Akono Division. Furthermore, a backup copy of the bids recorded on a USB flash drive or CD/DVD must be transmitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy" and bearing the references of the invitation to tender within the prompt deadlines.

The maximum sizes of the documents to be transmitted through the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative File;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

The candidate shall ensure the use of compression software to potentially reduce the size of the files to be transmitted.

12- ADMISSIBILITY OF BIDS

The administrative documents, the technical offer, and the financial offer must be placed on a USB flash drive or CD/DVD in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy" and bearing the references of the invitation to tender within the prompt deadlines.

The Contracting Authority shall declare inadmissible:

- Envelopes bearing indications on the identity of the bidder;
- Envelopes received after the deadline for submission;
- Envelopes non-compliant with the submission method;
- Envelopes without any indication of the identity of the Invitation to Tender;

Any incomplete bid in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Notably, the absence of the bid bond issued by a financial organization or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds in the field of public contracts, or non-compliance with the document models in the Tender File, shall result in the outright rejection of the bid without any recourse. A bid bond produced but unrelated to the consultation concerned shall be considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

Each bidder must attach to their required administrative documents a bid bond amounting to 1% of the estimated cost, i.e., **165,000 (one hundred and sixty-five thousand) CFA francs**, issued by a first-rate bank or an insurance company approved by the Ministry in charge of Finance.

The bond must remain valid for thirty (30) days beyond the expiry date of the validity of the bids.

Under pain of rejection, the required administrative documents, including the bid bond, must imperatively be produced in originals or certified true copies by the competent authority of the administrations concerned. They must strictly be less than three (03) months old.

Bids received after the deadline for submission will not be admissible.

Any bid non-compliant with the specifications of this notice and Tender File shall be declared inadmissible.

13- OPENING OF BIDS

The opening of bids will take place in a single session at the meeting room of the Mefou and Akono Prefecture on **01/09/2026 at exactly 1:00 p.m.**, by the Mefou and Akono Divisional Tenders Board, in the presence of the bidders or their duly mandated representatives who have a perfect knowledge of the bid under their responsibility.

14- BID EVALUATION CRITERIA

A. Eliminary Criteria:

a) Administrative Offer

- ✓ Falsified or non-authentic document;
- ✓ Absence of a bid bond stamped at the current rate, accompanied by the deposit receipt for said bond at the time of bid opening;
- ✓ Absence or non-compliance of any document in the administrative file—with the exception of the bid bond and its deposit receipt—after the regulatory 48-hour grace period;
- ✓ Absence of the dated and signed integrity charter and the dated and signed commitment to comply with environmental and social clauses;
- ✓ Absence of financial capacity amounting to 16,000,000 FCFA;

b) Technical File:

- Failure to obtain at least a total of **06 criteria** out of all **08 essential criteria**, i.e., 75%;

c) Financial File:

- Absence of one of the documents listed in this RPCE (volume 3);
- Omission of the price of a quantified task in the unit price schedule or the detailed estimate;
- Absence of a sub-detail of unit prices in the BPU (Unit Price Schedule) or the DQE (Detailed Estimate);

N.B: Certified true copies of legalized documents must be less than three (03) months old.

B. Essential Criteria of Technical Offers:

The evaluation of technical offers will be based on 08 criteria using the essential criteria below:

- a) Site visit (**02 criteria**);
- b) Project understanding (**06 criteria**).

15- AWARD

The Contract will be awarded to the bidder whose bid:

1. Administrative offer is deemed compliant;
2. Technical offer is deemed compliant and has received a percentage of "yes" greater than or equal to 75%, i.e., 06/08;
3. Financial offer, after corrections in accordance with the provisions of the RPAO regarding the sub-details of unit prices, the unit price schedule, and the detailed estimate, is deemed compliant with the provisions of the CCTP and ranked the lowest bidder.

16- VALIDITY PERIOD OF BIDS

Bidders remain committed to their bids for **ninety (90) days** from the deadline set for the submission of bids.

17- SIGNATURE OF THE CONTRACT

Following the examination of bids, the proposal of choice of successful bidders by the Divisional Tenders Board, and the final choice of the Provider by the Contracting Authority, the Contract is signed by the Contracting Authority and notified to the entrepreneur by the Head of the Contracts Service.

18- ADDENDUM

The Contracting Authority reserves the right, if necessary, to make any subsequent modification to this Tender File.

19- COMPLEMENTARY INFORMATION

Additional information may be obtained during working hours from the Delegated Contracting Authority (Economic and Financial Affairs Department) at the following numbers: 698.66.55.61 or 674.92.02.36.

NB: "TO REPORT ANY ACT OF CORRUPTION, PLEASE CALL OR SEND AN SMS TO CONAC VIA THE TOLL-FREE NUMBER: 1517."

Ngoumou, on the 03/08/2026

**THE SENIOR DIVISIONAL OFFICER OF
MEFOU AND AKONO DIVISION
(Contracting Authority)**

Copies:

- ARMP (for insertion in the JDM);
- DD/MINMAP/MAK;
- Pdt/CDPM-MAK;
- Notice Board.